Point d'?

EIRENE Suisse

Septembre 2012 N° 55

Editorial

Partenariats contruits sur des échanges multiples

Traditionnellement, quand on entend «coopération par échange de personne», on comprend «affectation de volontaire dans un projet de coopération» pour deux à trois ans. Pour Eirene, cette coopération se fait dans le cadre d'un partenariat entre deux entités intéressées à un même objectif, la promotion de la paix et des droits humains, mais ancrées dans des contextes économiques, politiques et, financiers spécifiques auxquelles chacune doit faire face.
Historiquement, la coopération par échange de personne a été initiée par des organisations liées aux églises qui se sont basées sur le modèle des missions: il s'agissait d'affectations pour une longue durée, au moins trois ans, sans voyage intermédiaire en Suisse. Les affectations se faisaient parfois sous une forme collective, avec un groupe de volontaires préparés en même temps à un engagement commun auprès d'une même organisation partenaire au Sud.
Récemment, on assiste à une flexibilisation dans la durée des affectations: les volontaires ne s'engagent généralement plus pour trois ans, mais pour deux ans prolongeables ou renouvelables. On assiste à une mutation du profil des volontaires pour qui l'affectation au Sud entre dans un plan de carrière. Mais cette flexibilité, si elle répond à l'intérêt des volontaires, répond aussi à celui de nos partenaires qui fonctionnent souvent en terme de projets annuels dans le cadre de plan d'action triennaux ou quadriennaux.

Avec le souci de la pérennité de l'acquis au sein de l'organisation partenaire après le départ des volontaires, l'idée de soutenir le partenaire par l'engagement de personnel local est apparue. Ce soutien est dégressif sur une période maximale de trois ans, dans l'idée de donner à l'organisation partenaire le temps de trouver le financement nécessaire pour assumer ce poste. Une transition en douceur. Si cette possibilité existe toujours et est bienvenue, elle ne répond pas forcément aux besoins de la situation. En effet, l'apport du volontaire s'est fait à différents niveaux et a eu un effet multiplicateur sans que son départ justifie forcément l'engagement d'une personne locale pour reprendre sa charge.
Au milieu des années nonante, l'esprit d'ouverture de la DDC permit l'introduction de nouvelles formes d'échange: les échanges court terme – jusque-là liés à l'aide humanitaire – pour des appuis ponctuels ciblés; les échanges Sud-Nord avec la venue en Suisse, pour quelques semaines, de représentants de partenaires du Sud; les échanges Sud-Sud entre deux organisations partenaires pour consolider les réseaux et les stages qui ont une visée formatrice et de relève. A cela il convient d'ajouter les affectations à l'étranger dans le cadre du service civil, dès 1996.
Eirene, comme GVOM avec qui elle collaborait étroitement notamment pour la mise en place d'un programme de stage, s'est lancée dans la pratique de ces échanges. Aujourd'hui, 15 ans plus tard, nous sommes convaincus que cette multiplicité dans la forme des échanges nous permet de répondre plus finement aux attentes et besoins du partenaire, tout en nous adaptant à la réalité suisse qui conjugue une plus grande mobilité mais pour une durée moindre. Est-ce suffisant? Ne faudrait-il pas réfléchir à de nouvelles formes d'échanges?
Des échanges Sud-Nord de longue durée, par exemple?

B. Faidutti Lueber


Photo: Patricia Carron



Photo: Pierre Bertrand

Sommaire

La démocratie en Haïti, état des lieux

Nicolas Raballand a passé quatre mois en Haïti. Au cours de sa mission court terme il s'agissait pour lui d'établir un diagnostic de la situation actuelle de l'Organisation de Développement de Désarmes (ODD) pour aider l'ODD, à la lumière de cette analyse, à prioriser et planifier ses activités futures pour renforcer sa solidité et sa durabilité. Au cours de son affectation, Nicolas a rencontré différents acteurs socio-politiques de la région de Désarmes dont Ramel Altidor, directeur de GASA/Groupe d'Accord Solidarité Action – un autre partenaire d'Eirene Suisse - et ancien candidat au poste de Député de la circonscription de Vérettes.

A votre avis, quel est le principal obstacle, aujourd'hui, à la démocratie en Haïti?
La démocratie en soi est une conception qui, pour certains, est à éviter. Il existe des individus et groupes qui ont intérêt à empêcher la démocratie réelle.

Comment évaluez-vous les processus de démocratisation dans le pays?
Depuis 1980, l'ambition de parvenir à la démocratie est plus présente dans le débat publique et dans les mentalités. Les gens ont soif de démocratie mais ne savent pas comment y arriver. De nombreuses personnes sont convaincues qu'il faut d'abord commencer par l'éducation.

Quel genre d'éducation?
A Désarmes par exemple, j'étais co-fondateur de l'AJPD (Association des Jeunes Patriotes de Désarmes) en avril 1986. C'était un groupe de jeunes gens qui encourageait la population à participer à la vie communautaire. Nous faisions de la formation citoyenne afin de faire comprendre à la population ce que signifie la démocratie.

Est ce que ces initiatives ont porté leurs fruits?
Il y a eu quelques résultats, mais peu de personnes arrivent vraiment à comprendre. Elles attendent la démocratie; c'est peut être le principal problème: on espère toujours, mais on ne participe pas. Beaucoup parlent au nom du peuple, comme s'ils allaient apporter le développement. Le faible niveau d'éducation des gens les empêchent de choisir correctement leurs représentants et les élus répondent rarement aux besoins réels de la population.

Qu'elles sont les causes de cette rupture des élus avec le peuple?
Il y a un véritable problème de culture politique, de culture démocratique. Les hommes politiques ont rarement de conscience patriotique. Travailler pour apporter du bonheur au peuple n'est qu'une conception théorique. Les candidats sont souvent des gens pauvres. Dans la majorité des cas, à chaque fois qu'ils acquièrent le pouvoir, ils en profitent pour s'enrichir eux-mêmes et c'est seulement à la fin de leur mandat qu'ils pensent à répondre aux besoins de la population. C'est pour cette raison qu'ils ne se font jamais réélire. Parfois, les candidats sont des gens riches qui ont des dossiers judiciaires. Ils s'investissent dans la politique pour avoir l'immunité et ainsi éviter la prison.

Comment améliorer la représentativité des électeurs?
Il faut d'abord commencer par éduquer la population, donner une formation aux jeunes, une formation académique et sociale. Il convient de leur apprendre à défendre leurs droits. Chacun doit aider ses proches à comprendre la situation. Il faut mettre en œuvre une forme de plaidoyer, des revendications visant à forcer les politiques à remplir leurs obligations vis-à-vis de l'ensemble des électeurs. Le constat actuel est que les élus servent avant tout des intérêts personnels ou ceux d'un clan.


Photo: Nicolas Raballand

De quels financement bénéficient les autorités locales?
L'argent versé par le gouvernement à un élu est utilisé principalement pour faire fonctionner le bureau de ce dernier. Mais les budgets sont peu décentralisés en Haïti. Les fonds obtenus par les autorités locales viennent alors souvent de firmes privées qui veulent un contrat ou bien de compagnies qui souhaitent l'obtention d'une loi pour faciliter leurs implantations. Ce sont donc en général des financements qui viennent plutôt du privé et s'ils proviennent du budget de l'Etat, il s'agit souvent d'argent détourné.

Quelle est la marge de manœuvre d'un élu essayant d'être intègre?
Si le député est correct et n'accepte pas les arrangements, il sera isolé. Soit il accepte de s'appauvrir et il reste aux côtés de la population, soit il s'enrichit en se faisant acheter... En 2009, les députés ont voté pour le salaire minimum de 200 gourdes par personne. Les patrons se sont arrangés pour donner à chaque député 30'000 dollars américain pour voter contre cette loi. Cela donne une idée du niveau de corruption...

Quelles sont les perspectives de changement?
Le peuple doit être en mesure de se choisir, du plus haut niveau jusqu'au niveau le plus proche, des représentants qui ont un passé, une conscience de servir le peuple. Il faut également créer de l'emploi dans les milieux ruraux: si les gens ont une vie décente, ce sera plus difficile de les conduire dans une mauvais direction. Il faut bien sur améliorer les structures éducatives. La culture a également son rôle à jouer: le cinéma, le théâtre, la musique peuvent permettre d'ouvrir les yeux de la population.

Propos recueillis par N. Raballand

Appui ponctuel en Haïti



Thérapie sociale: vivre et travailler ensemble pour réussir ensemble

Dessin: Henriette

En octobre 2011, deux intervenants neuchâtelois formés à la thérapie sociale, Sylvie Uhlig Schwaar et Alain Schwaar, ont animé un projet pilote d'introduction à la thérapie sociale dans la région de l'Artibonite. L'organisation partenaire GASA était intéressée à connaître cette méthodologie pour rassembler les communautés locales autour de projets collectifs, après une évaluation commune des besoins.

Comme une formation en emploi…
En animant ce premier séminaire de quelques jours en automne 2011 à Désarmes (Artibonite,Haïti), l'idée des intervenants était d'évaluer l'opportunité d'un suivi intermittent à faire avec des groupes sous forme d'ateliers ponctuels avec le but suivant: continuer d'expérimenter un partage, approfondir une réflexion commune dans le cadre d'un espace démocratique sans risques et sur la base d'objectifs contractualisés entre intervenants et participants. L'hypothèse d'une alternance d'apports en groupe et de phases d'expérimentation autonomes des participants permet d'envisager un processus qui garantisse une indépendance des partenaires. Dans l'idée que l'action nourrit la réflexion comme la réflexion nourrit l'action.

Une première initiative
Le cadre institué dans le séminaire et dont les intervenants ont été les garants a permis aux participants de se lancer dans une expérience inédite pour beaucoup d'entre eux: exprimer personnellement des idées et des visions concernant leur pays, leur région et, en même temps, les confronter avec d'autres personnes actives dans la région. Tout le monde ne se connaissait pas dans le groupe. Ce séminaire était l'occasion de s'approcher les uns des autres en pouvant nommer à la fois les doutes, les appréhensions, les désaccords. A la surprise de tous, cela a amené la découverte d'une grande richesse dans l'échange mutuel. L'équipement apporté par les intervenants était léger: un cadre, un objectif commun sur lequel tout le monde doit se mettre d'accord pour entamer un processus. Mais l'enjeu lui, est de taille: développer l'envie de coopérer, faire émerger de l'intelligence collective.

Semer des graines pour un futur réseau
Ce projet a été préparé et initié par Alain Schwaar, intervenant en Thérapie sociale® (formé par Charles Rojzman) en collaboration avec le GASA (Groupe d'Accord Solidarité Action) basé à Désarmes/Verrettes et organisé dans le cadre d'Eirene Suisse, ONG active dans cette région. Suite au séisme du 12 janvier 2010, et pour apporter un soulagement aux traumatisés et aux affamés, pour aider à la réorganisation de la société et pour encourager la relance de l'économie, le GASA avait élaboré et nommé son projet: "vivre ensemble, travailler ensemble pour réussir ensemble". Le séminaire était vu comme le premier pas d'une démarche-pilote pouvant ensuite se diffuser plus largement auprès d'autres organismes-partenaires du pays.

Un langage commun
La vingtaine de personnes choisies par le GASA pour participer au séminaire sont issues d'associations, d'écoles et de groupements locaux de la région et actives dans les champs du social, de la santé, de l'environnement et de l'enseignement. Pendant trois jours, elles découvrent qu'elles sont là pour vivre et expérimenter une vie démocratique qui est par essence critique et qui fait appel à la fois à la raison et à l'émotion. La thérapie sociale n'est ni une psychothérapie ni une animation de groupe, c'est s'occuper du lien pour transformer et guérir les souffrances de la vie collective.

Les premières questions sont posées :
"Comment puis-je m'exprimer au sein d'un groupe que je ne connais pas? " "Comment se mettre ensemble pour avancer? " "Que faire de ses plaies et blessures"?

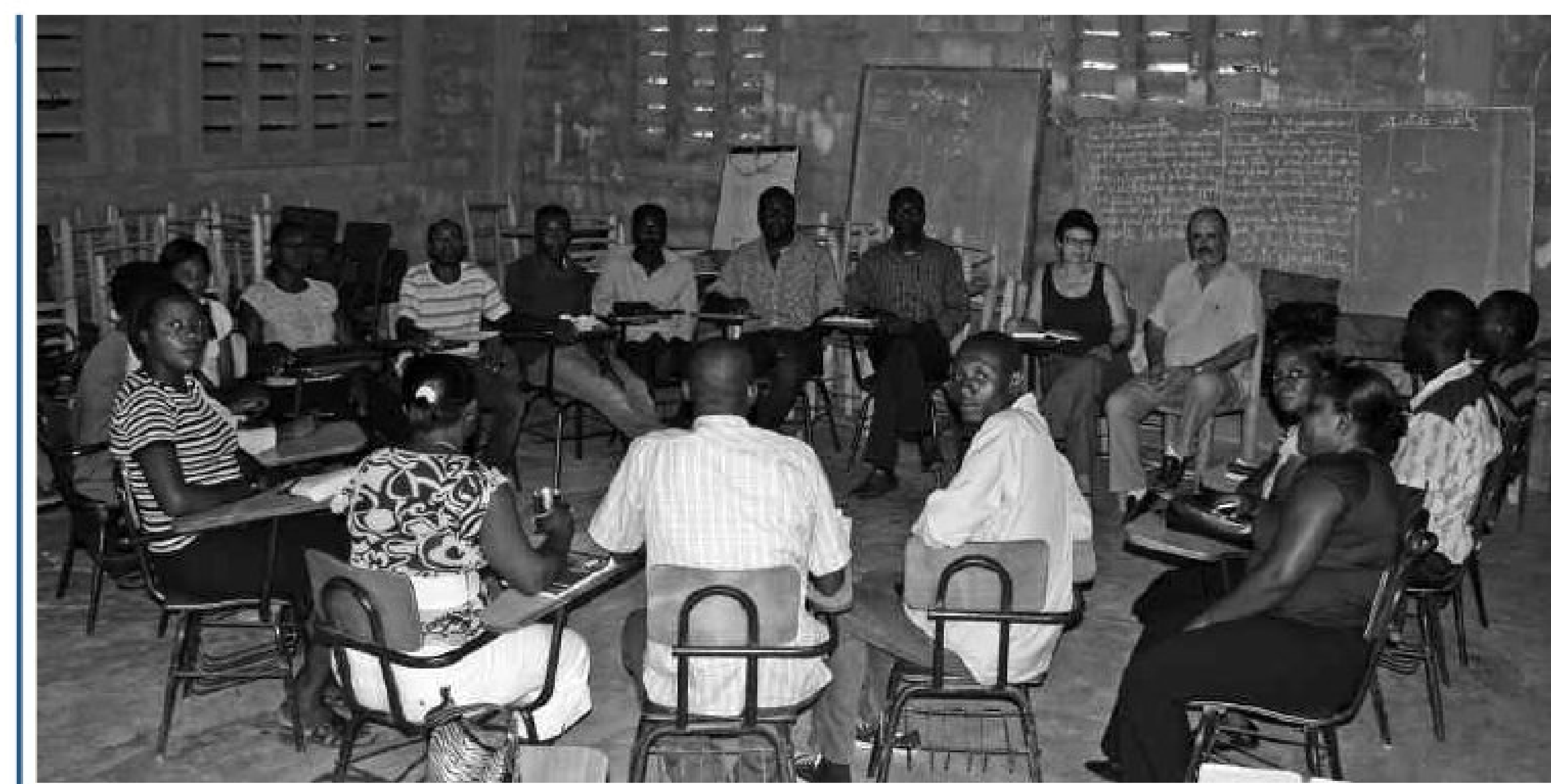


Photo:

En Haïti comme ailleurs dans le monde, les gens ont de la peine à se faire confiance et se sentent souvent très isolés. En osant parler des peurs sans craindre le jugement des autres, celles-ci s'apaisent peu à peu, les masques défensifs peuvent se lézarder et la réalité être entrevue différemment. Le langage qui émerge d'abord est celui des souffrances vécues, subies.
Sans reconnaissance des blessures par soi-même et par les autres, il est illusoire de vouloir changer quoi que ce soit au niveau collectif, que ce soit dans la famille, dans l'institution, dans le pays: un premier langage commun est partagé avec émotion au sein du groupe.

Un pays à traumatismes multiples
Dans sa demande d'intervention, le GASA avait clairement défini un but général qui était d'apporter un soulagement aux femmes et aux hommes traumatisés et victimes de toutes sortes de crises depuis des siècles: bouleversements sociopolitiques, régimes dictatoriaux, militaires, anarcho-populistes, catastrophes naturelles, kidnapping, vols, viols, misère…
Comme Haïti, le Nicaragua est un pays qui a subi une succession de traumatismes non-élaborés et non-traités. Une réflexion globale sur l'effet traumatique à l'échelle de la population y a été faite par une psychologue Martha Cabrera qui, avec son équipe a initié un travail sur le terrain. Ses réflexions nous semblent tout à fait exportables: lorsqu'il y a un tel cumul de douleurs, dit-elle, la capacité de communiquer avec les autres se perd. Les traumas personnels diminuent considérablement la capacité d'être flexible, tolérant et communiquant. Les sociétés à deuils multiples courent le danger de devenir des sociétés à traumas intergénérationnels. C'est pourquoi il est si important de considérer que le deuil et la douleur sont à la fois personnels et collectifs et d'agir sur les deux niveaux: un espace de parole doit être ouvert et un processus de responsabilité personnelle assumée par chacun doit être engagé.

Le plan d'action d'Eirene met la promotion de la paix et la défense des droits humains au centre de son action.
Comme contribution à l'objectif que poursuit Eirene, nous voulons apporter cet espace de parole où l'expérience d'une démocratie vivante peut se vivre avec ses heurs et ses malheurs afin que d'autres projets puissent être fécondés, espérons-le, avec des personnes qui, retrouvant un sens et une signification à ce qu'ils ont vécu, auront la motivation de quitter un statut de victimes pour devenir des acteurs responsables de leur futur.

Sylvie Uhlig Schwaar, Alain Schwaar

La réserve naturelle de Kahka Creek

Biologiste, Jonas Canton effectue son service civil depuis avril 2012 chez FADCANIC, dans le centre d'agroforesterie de Wawashang de ce partenaire d'Eirene Suisse, sur la Côte atlantique sud du Nicaragua. Jonas travaille à l'amélioration des conditions d'hygiène et du contrôle de qualité au sein du centre de traitement des denrées alimentaires du centre d'agroforesterie ainsi qu'à l'amélioration du système d'eau. Basé à Wawashang (à 2 heures de bateau de la capitale régionale Bluefields), il se rend régulièrement à la réserve de Kahka Creek à plusieurs heures de marche de Wawashang.

La Réserve Kahka Creek

La première fois que je me suis déplacé dans l'arrière-pays pour me rendre à la réserve, je m'attendais à devoir emprunter un chemin boueux traversant une jungle sombre… Au milieu de cette empire végétal, je me plaisais à imaginer comment, aux aléas de mes pérégrinations j'allais devoir jouer à l'acrobate pour me frayer un chemin entre les contreforts majestueux couverts de mousses des arbres centenaires. Lorsque je laissais mon esprit vagabonder dans cette région du Nicaragua, il s'imprégnait lentement d'une odeur d'humus, du son de la pluie percutant les feuilles surdimensionnées des palmiers, sans oublier des cris inconnus se détachant de la rumeur de la vie sylvestre omniprésente sous ces latitudes. Cette vision naïve se basait sur le fait que la région où s'écoule le rio Wawashang a été classée zone protégée depuis 20 ans déjà (350,000 ha). En arrivant sur place j'ai quelque peu déchanté: le classement de la zone n'a eu aucun effet sur l'avidité des tronçonneuses. En quelques décennies, le bois précieux s'est volatilisé et avec lui une grande partie du reste de la forêt, laissant derrière elle souches calcinées et pâturages surchauffés.



Discussions de chantier autour du biofiltre partiellement rempli de bouteilles en PET. Premier plan : traitement primaire. Second plan : traitement biologique.
Photo: J. Canton

Afin de répondre à l'avancée de la frontière agricole et d'offrir un refuge aux espèces menacées, FADCANIC a entrepris la création de la réserve de Kahka Creek en 2007. S'étendant sur 630 ha (en croissance), cette réserve est composée, avant tout, de forêt tropicale humide en repousse ainsi que de plusieurs cours d'eau et d'un étang. Du fait que la réserve est comprise dans le territoire de la communauté de Pueblo Nuevo, la direction de FADCANIC a pris la décision d'établir une relation de partenariat avec celle-ci et d'inclure plusieurs représentants de la communauté dans l'organisation de la gestion de la réserve. Ces personnes se voient attribuer le grade et les responsabilités de garde forestier. En plus de veiller au respect de la réserve Kahka Creek, elles s'occupent d'une pépinière d'essences sauvages de 10 ha, une manière de répondre directement au problème de la déforestation.

Avec les années, un réseau d'échanges scientifiques s'est établi entre la réserve et plusieurs universités nationales et internationales. Les travaux académiques entrepris ont majoritairement pour but de qualifier et quantifier la richesse en biodiversité du lieu. L'une des recherches portant sur le monitoring de la faune et réalisée par l'université du Massachussetts a mis en évidence la présence de carnivores tels que le puma, projetant la réserve sur le devant de la scène. L'année passée, plus de 450 touristes ont réalisé les trois heures de voyage qui les séparent de Bluefields pour venir trottiner sur les sentiers de la réserve Kahka Creek.

La renommée grandissante de la réserve a permis la mise en place d'un nouveau type de lutte à savoir la sensibilisation de la population à la préservation de leur environnement. Les gardes forestiers se voient, dès lors, troquer leurs machettes pour des craies de tableau noir afin d'animer différents cours et formations gratuits pour les communautés présentes dans la zone protégée de Wawashang. Ces cours portent sur la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles forestières. Ils sont bien entendu complétés par différents exercices pratiques et une visite de la réserve. Les habitants de la région sont ainsi sensibilisés, in situ, aux problèmes environnementaux qui touchent leur quotidien et ils reçoivent les outils à même de les aider à modifier leur mode de vie en vue de minimiser l'impact négatif de l'activité humaine sur l'environnement.

Le projet de biofiltre pour traiter les eaux grises de Kahka Creek

La direction de la réserve, très friande de nouvelles expériences pouvant s'inscrire dans cette dynamique d'apprentissage, a donné récemment son accord afin de mettre en place un projet pilote de biofiltre . Le but de ce projet est de canaliser les eaux grisent déversées par l'auberge de Kahka Creek et les soumettre à un traitement biologique. Cela aura pour effet de minimiser les rejets d'organismes pathogènes et de polluants dans l'environnement, réduisant ainsi toutes contaminations de fleuves et nappes phréatiques alentours. Le second avantage du biofiltre à eau grises est de diminuer sensiblement le volume d'eaux stagnantes environnant les bâtiments, limitant de ce fait les niches écologiques favorables à la reproduction de moustiques, vecteur occasionnel de maladies tel que la malaria ou dengue.

La dénomination «eaux grises» englobe les eaux domestiques non traitées, générées par les cuisines, la laverie et les douches. Le biofiltre type est généralement composée de 2 traitements. Un traitement primaire basé sur la sédimentation piège les solides et graisses composants les eaux grises. Le flux résultant est ensuite dirigé vers le traitement biologique. Les eaux traversant ce second bassin sont purifiées de leurs charges en détergents, azotes,



Photo: J. Canton   De retour de la récolte de bouteilles en PET dans le village de Pueblo Nuevo

phosphates et bactéries pathogènes (principalement Coliformes) par l'effet physique du filtre et l'action biologique conjuguée de la flore et faune présentes. Afin d'augmenter la valeur écologique de ce projet, le filtre de cette seconde partie est réalisé à partir de bouteilles de PET débitées. Conçu en matériel recyclé, ce filtre permet d'uniformiser au maximum le temps de rétention de l'eau traversant le biofiltre, afin de normaliser la qualité de l'eau sortant, tout en offrant un support de croissance aux plantes et un habitat aux microorganismes actif lors de la filtration. Les eaux résultant de ce type de traitement peuvent ensuite être utilisées pour différentes tâches domestiques comme par exemple la lessive, le ménage et, dans certaines conditions, l'arrosage des plantes.
Afin de «construire» une mémoire collective sur l'élaboration de biofiltres et de maximiser la transmission de connaissances au niveau local, plusieurs membres de la communauté de Pueblo Nuevo ont été invités à participer à la construction du biofiltre de Kaka Creek. Ce groupe a, entre autre, été sensibilisé lors du « jour de l'environnement » à l'importance de l'empreinte laissée par les activités humaines sur l'environnement, ainsi qu'à l'intérêt du recyclage par un exemple concret de réutilisation du PET.

Prochaine étape du projet: vérifier l'efficacité du traitement. Nous avons prévu, dans un premier temps, de nous intéresser à l'action du biofiltre sur la charge en bactéries pathogènes véhiculées par les eaux grises. Nous allons déterminer, avec l'appui du laboratoire d'analyses d'eau situé au centre d'agroforesterie, la concentration de coliformes présents en amont et aval du biofiltre.

Jonas Canton

Personnel local au Rwanda

Volontaire rwandais d'Eirene Suisse au Rwanda

Engagé comme «personnel local» par Eirene Suisse, M. Alphonse Nkurunziza est psychologue et chercheur psychosocial. Il est chargé du programme psychosocial à l'Association Modeste et Innocent (AMI), à Huye (Butare), au Rwanda. Engagé en septembre 2011 pour une durée de 3 ans, ce rwandais de 37 ans nous donne aujourd'hui l'occasion d'en connaitre un peu plus sur l'importance de son travail et sa relation avec Eirene Suisse.Il est interviewé par Patrick Matthey, formé en relations internationales et stagiaire auprès de Pole Institut à Goma (RDC).

M. Nkurunziza, que faites-vous avec l'AMI ?
18 ans après le génocide, près 30% de la population manifeste encore les symptômes de traumatismes - beaucoup de gens sont psychiquement faibles. Cela se remarque, par exemple, lors de manifestations publiques mais surtout dans un cadre familial. Les statistiques venant de notre zone d'intervention montrent qu'il y a une petite diminution des cas traumatiques mais une augmentation des violences conjugales, des viols et des problèmes chez les enfants chefs de famille. L'AMI tente d'aider la société rwandaise en général et les individus en particulier à guérir les blessures du passé, et dépasser les clivages et préjugés pour mieux vivre ensemble.

Si nous aidons des personnes individuellement, nous encadrons plutôt des groupes: nous travaillons surtout au niveau des relations sociales par l'approche de la thérapie sociale. Cette approche est nécessaire dans le contexte Rwandais pour établir la confiance et la communication entre des personnes et des groupes séparés par des méconnaissances, des peurs et des préjugés.Travaillant selon la même vision du programme gouvernemental et toujours en accords avec les autorités locales, l'AMI est une des seules ONG au Rwanda à s'occuper pleinement de ces questions avec des approches appropriées («Bonne Puissance», thérapie sociale et approche communautaire de la guérison des blessures).

Mon rôle au sein de l'AMI est de renforcer le service de prise en charge psychosociale en place et de développer des modalités de travail avec les nouvelles techniques. Concrètement, j'accueille des personnes souffrant de graves traumatismes en thérapies individuelles et me rends plusieurs fois par semaine sur le terrain auprès des groupes avec lesquels nous travaillons: couples pour améliorer leurs relations conjugales; bourreaux et rescapés pour permettre à tous de s'exprimer; villageois et ex-prisonniers pour une réinsertion sociale, etc.

Lorsque nous sommes sur le terrain, les conditions peuvent être parfois difficiles et les réactions peuvent être

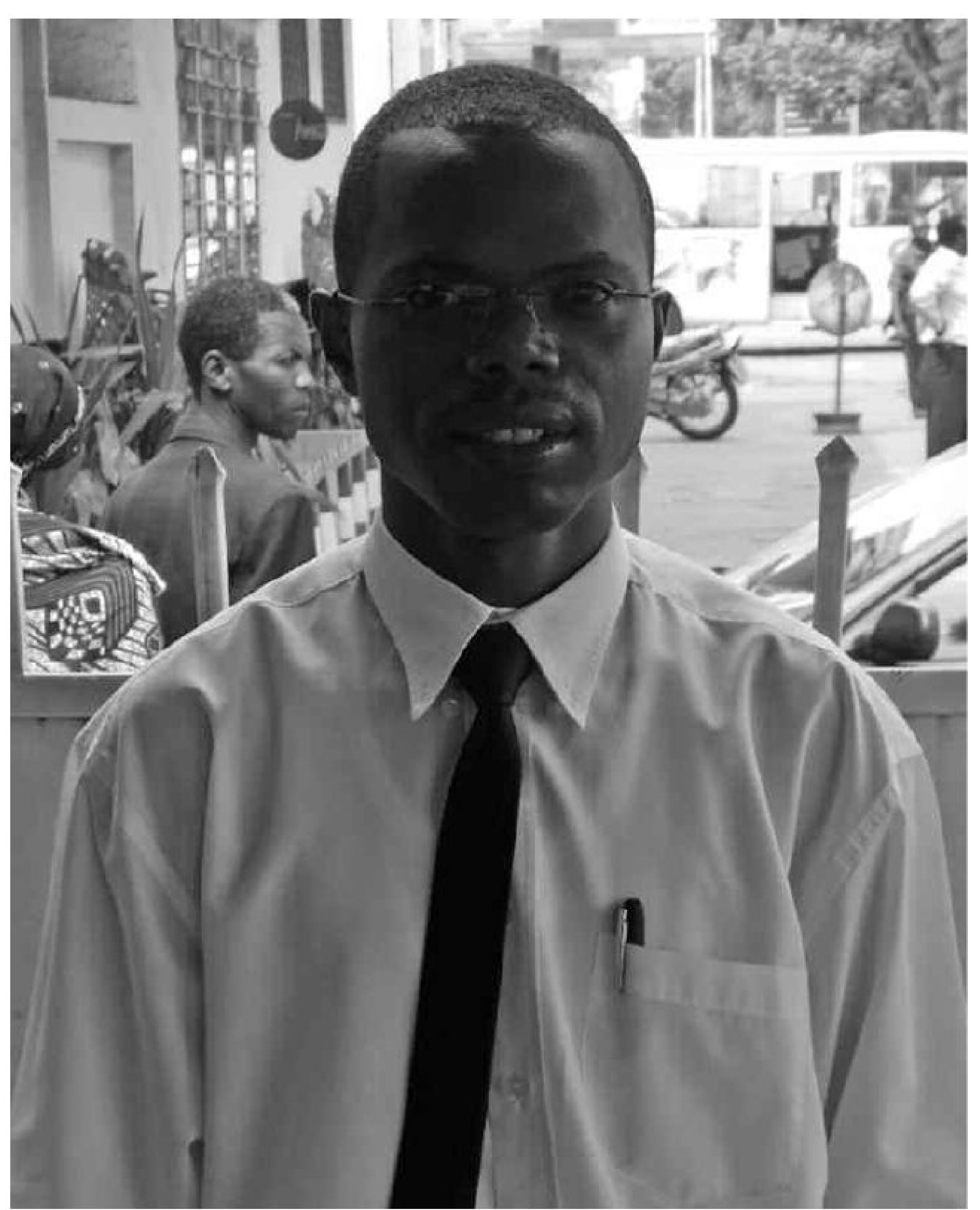


Photo : Patrick Matthey

émotionnellement très dures. Ma formation de psychologue clinicien et mes recherches actuelles me permettent de répondre parfaitement aux conditions. Néanmoins, pour une meilleure auto-prise en charge psychologique et émotionnelle, j'éprouve quand même le besoin de consulter un collègue (chercheur et consultant psychosocial) chaque mois, et participer dans le partage hebdomadaire – le «lundi de l'être» au sein de l'AMI.

Quels sont vos liens avec Eirene Suisse?
Eirene Suisse est un partenaire de longue date de l'AMI. Son intérêt pour le renforcement du mieux-vivre ensemble au Rwanda et son appui sont très importants. Dans la continuité de ce partenariat, Eirene Suisse soutient financièrement l'AMI dans ses projets. C'est ainsi que j'ai été engagé. (...).

Il est très intéressant pour nous d'intégrer des institutions étrangères dans ce que nous faisons, de collaborer et d'échanger avec quelqu'un de l'extérieur. Je n'ai malheureusement pas connu les volontaires précédents mais je serai heureux de pouvoir échanger avec quelqu'un qui aurait d'autres méthodes et techniques ou qui aurait envie d'en apprendre. Dans un souci de se former constamment, je pense que cette notion de partage des connaissances peut être très enrichissante.

Justement, comment voyez-vous l'évolution de ce partenariat avec Eirene Suisse ?
Plusieurs volontaires suisses se sont succédés depuis 2009, appuyant l'AMI dans sa prise en charge individuelle et collective des personnes manifestant des symptômes de traumatismes. S'ils ont fait un travail très apprécié, j'estime qu'ils ne pouvaient pas forcément comprendre tout ce qui pouvait se dire. Si l'incompréhension de la langue, nécessitant ainsi une traduction, est une première barrière de taille, la difficulté de percevoir la communication non-verbale au Rwanda en est une autre encore plus importante, surtout dans notre contexte culturel. Les gens parlent difficilement de ce qu'ils éprouvent, ils gardent en eux leur ressenti. Par exemple, dans le contexte rwandais, pleurer est souvent considéré comme un signe de faiblesse, une expression émotionnelle qui n'est pas permise en public, particulièrement pour les hommes. Un proverbe rwandais dit d'ailleurs: "amarira y'umugabo atemba ajya mu nda" (les larmes d'un homme coulent à l'intérieur). Il y a également d'autres proverbes qui encouragent les gens à garder le silence: "uhishe mu nda imbwa ntimwiba" (les chiens ne peuvent pas voler celui qui cache dans son estomac), etc.

Ayant travaillé avec des sourds-muets et des aveugles, je peux vous assurer qu'il s'agit d'un élément très complexe mais capital pour comprendre l'entièreté du message que des personnes souffrant de syndromes de traumatismes veulent nous transmettre.

Je pense donc que les échanges entre l'AMI et Eirene Suisse doivent continuer. C'est très important que nous puissions profiter l'un de l'autre. Je vois bien, par exemple, des échanges plus réguliers avec des professionnels venant apprendre de nos méthodes et nous renforcer sur de nouvelles approches en psychothérapie. En tant que chercheur psychosocial, je trouverais très intéressant de pouvoir échanger des articles dans les revues spécialisées suisses et rwandaises, ou encore d'appuyer des recherches ici.

Avec le temps, la mondialisation et le développement du Rwanda, les choses évoluent très vite, tout en se fondant sur le vécu des gens et l'Histoire du pays. Aussi, dès que nous parvenons à atténuer certains maux au sein de la société, d'autres se manifestent. Les symptômes de traumatismes liés au génocide sont toujours présents mais ce ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'il y a 18 ans. Par exemple, nous avons constaté une augmentation des homicides et des violences conjugales, alors que cela n'était que minime il y a 10 ans. Il est donc primordial de poursuivre notre travail, tout en restant à l'affut des évolutions et nouvelles difficultés. Dans ce sens, j'espère que l'association Eirene Suisse continuera à nous soutenir encore longtemps.
Je suis persuadé que ce que nous faisons va vraiment aider la société!

Propos recueillis par Patrick Matthey

N'oubliez pas de payer votre abonnement et votre cotisation

Fête de la Musique - Edition 2012

Comme lors des éditions précédentes, Eirene a eu l'occasion de tenir un stand à la Fête de la Musique. Cette année, nous étions face à la scène principale du Parc des Cropettes et, pour une fois, la soleil a brillé généreusement durant les trois jours de l'événement. Notre stand a vu affluer mélomanes, badauds, rastas, familles et retraités, tous ravis de déguster les bonnes bières du père Jakob ainsi que les délices d'Inde et du Mexique que nous proposions.

Au terme de ce week-end festif, nous avons réalisé un bénéfice de 12'500.- pour un chiffre d'affaire de plus de 22'000 CHF et avons pu compter sur les efforts dévoués de près de quarante bénévoles, sans qui ce succès n'aurait pas été possible. Merci donc à ceux qui sont venus prêter main-forte, et aussi à tous ceux qui sont passés pour dire bonjour ou partager durant cette Fête de la Musique 2012 qui demeurera un excellent souvenir.

Jan Isler



Photos: N. Rojas

Départs

Martine sociologue, rejoint en octobre l'Institut de recherche et de dialogue sur la paix (IRDP) à Kigali au Rwanda pour deux ans. Spécialiste en marketing et communication, elle est chargée d'appui à la communication. L'objectif de l'affectation est de permettre à l'IRDP de mieux valoriser auprès du public rwandais les résultats de ses recherches sur la paix.

Marilena spécialiste en communication et recherche de fonds, intègre en octobre le Collectif de femmes rwandais Pro Femme. Durant deux ans, sa tâche sera de de consolider l'équipe de direction en matière de gestion, de planification et de communication par le développement de nouveaux outils. Il s'agira d'amener le Collectif vers une autonomisation accrue et une meilleure pérennité de ses actions auprès de ses 56 membres.

Info à nos lecteurs

Depuis plusieurs années, vous recevez le Point d'? avec son supplément en allemand. Afin de diminuer les coûts de production et par respect pour l'environnement, nous l'enverrons dorénavant aux personnes habitant en Suisse romande qui en auront fait la demande expresse.
Merci de nous dire par téléphone **022 321 85 56** ou par mail **bfl@eirenesuisse.ch** si vous souhaitez continuer à recevoir le supplément.
Cette mesure ne touchera pas les abonnés habitant en Suisse alémanique qui continueront à recevoir le supplément.

Avec votre appui, nous sommes + forts

Mille mercis aux anciens volontaires qui ont répondu à l'appel financier

Béatrice Faidutti Lueber



Eirene Suisse
Bd Pont d'Arve 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56

www.eirenesuisse.ch
info@eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle: Frs 50.-
CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse ainsi que sur abonnement
Abonnement: Pour nous aider à couvrir nos frais de production l'abonnement passe à Frs 20.- 4 parutions par an
Abonnement de soutien: Frs 50.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber
Ont participé **Textes**: N. Raballand, A. Schwaar, S. Uhlig Schwaar, J. Canton, P. Matthey, J. Strobel, D. Weber, B. Faidutti Lueber
Photos et illustration: P. Carron, P. Bertrand, N. Rabaland, GASA, J. Canton P. Matthey, D. Weber, H. Lerch, N. Rojas
Traductions: A. Salazar **Relecture**: B. Faidutti Lueber, A. Salazar
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch